

## Bonne journée pour



Alain Prost

Ancien pilote de F1

S'il ne vient pas de remonter sur le podium, Alain Prost a néanmoins une excellente raison de sabrer le champagne. Celui qui a gagné, au fil de ses 51 victoires, le surnom de «Professeur» fête aujourd'hui ses 60 ans. Le seul Français à avoir réussi l'exploit d'être sacré champion du monde –et ce à 4 reprises (1985, 1986, 1989 et 1993)– s'est vite hissé au panthéon des pilotes de F1. Son fils Nicolas, 33 ans, tente de rouler sur les traces de son père.

## Mauvaise journée pour



Rajendra Pachauri

Ex-président du GIEC

A la tête du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) depuis 2002, l'économiste indien a présenté aujourd'hui sa démission. A 74 ans, celui qui réceptionna le prix Nobel de la Paix en 2007 décerné au GIEC, est visé par une plainte pour harcèlement sexuel déposée en Inde par une femme chercheur dans son centre d'études.

## Sommaire

**Tech&Médias** / Deuxième vie pour Charlie *P.2*

**Services&Conso** / Booking, c'est quoi ce monstre? *P.4*

**Industrie&Finance** / PSA met la gomme sur DS *P.6*

**Economie&Politique** / Collectivités et hôpitaux en désintox *P.8*

## Le fait du jour



# Charlie Hebdo reprend vie

Le journal satirique retrouve son rythme hebdomadaire à partir de demain, avec un numéro intitulé «C'est reparti». Tirage annoncé: 2,5 millions d'exemplaires. *P.2*

## Et demain

>Manuel Valls réunit les partenaires sociaux pour discuter de la réforme du **dialogue social**.

>L'Insee publie le **nombre de demandeurs**

**d'emploi** inscrits à Pôle Emploi en janvier 2015.

>**Gemalto** présente les résultats de ses investigations suite à l'article ayant révélé le piratage de ses clés d'encryptage.

>**Groupe Bouygues, Axa, Eiffage, Saint-Gobain, Safran** et **Suez Environnement** publient leurs résultats annuels.

>Londres accueille le choc **Arsenal-Monaco** pour le 8<sup>e</sup> de finale aller de la Ligue des champions.

>La **Fashion Week** automne-hiver débute à Milan.

# «Charlie Hebdo» reprend la vie là où il l'avait laissée

*Sous la houlette de Riss, son directeur, et de Luz, auteur de la une du prochain numéro tiré à 2,5 millions d'exemplaires, le journal repart au combat. Fort d'une nouvelle résonance et avec la même férocité.*



Luz et Riss, ici en 2012, tentent de «refonder le journal» avec la rédaction. (F. Charmeux/MAXPPP)

**A** la une de *Charlie Hebdo* ce mercredi, un dessin magnifiquement composé, sur fond rouge sang: un chien roublard et rieur, tenant en sa gueule un exemplaire du journal satirique, est poursuivi par une meute avide de canidés. Y sont représentés, entre autres, un djihadiste, un financier, un ecclésiastique, un journaliste de BFMTV et des politiques. Au centre du tableau concocté par le grand artiste qu'est Luz, Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy emmènent la horde de tous ceux qui, selon l'équipe de Charlie, ont voulu récupérer les attentats de janvier.

## Caisses pleines

Diffusée lundi après-midi, la couverture de l'hebdomadaire, abondamment reprise par les médias et partagée sur les réseaux sociaux, a été vue des millions de fois depuis. Une nouvelle vente record est anticipée, avec un premier

tirage de 2,5 millions d'exemplaires pour ce numéro 1179. Le précédent – le fameux «*Tout est pardonné*» du même Luz, sorti une semaine après la tuerie – s'est écoulé à 8 millions d'exemplaires. Ce qui a permis au journal, qui dispose dorénavant d'une appli mobile sur iOS (Apple), Android (Google) et Windows (Microsoft), d'encaisser plus de 10 millions d'euros net, auxquels il faut ajouter environ 5 millions de dons et promesses de dons.

## Puissance inattendue

C'est toute l'ironie, tragique, de la situation. Décimée par la perte de ses plus grandes plumes, la rédaction de *Charlie Hebdo* est désormais assise sur un petit magot, qui la rend plus puissante que jamais. Elle qui vendait péniblement 40.000 exemplaires par semaine et était au bord de la faillite fin 2014, compte désormais 240.000 abonnés.

C'est presque autant que *Le Point!* Massivement acheté, observé et commenté, le «*journal irresponsable*» des joyeux anars et communistes qu'étaient Charb, Cabu et Wolinski se retrouve au niveau des «grands» hebdomadaires français.

## Jusqu'au-boutisme

Il n'en faut pas plus pour susciter du désir. Peu après les attentats, l'ancien directeur de Charlie, Philippe Val, a ainsi fait passer le message qu'il était disponible pour donner un coup de main. La proposition a eu peu d'écho auprès des survivants. Du désir et des rancœurs: à côté de l'unanimité ambiante, quelques anciens du journal, comme Delfeil de Ton, ont regretté le jusqu'au-boutisme du Charlie de Charb et son obsession pour la religion musulmane. La critique est formulée depuis des années par une partie de la gauche, radicale ou non, qui y voit

une forme bon teint d'islamophobie.

## Quel journal?

Dans ce contexte pesant, celui qui est chargé de «réinventer le journal» le plus lu du moment s'appelle Riss. Entré à Charlie lors de sa republication en 1992, Laurent Sourisseau, dessinateur de 48 ans, le codirigeait jusque là avec Charb. Les deux hommes en étaient aussi les principaux actionnaires –40% chacun. Réputé moins rond et moins politisé (il n'est pas encarté au Parti communiste) que son ex-complice, mais tout aussi soucieux d'une âpre défense de la laïcité, Riss connaît la nature de son défi «à long terme»: «refonder le journal». Avec qui? Comment? Sous quel statut? Quel actionariat? Au sein de la rédaction, des dissensions apparaissent sur l'influence grandissante de l'avocat Richard Malka et de la communicante Anne Hommel, deux proches de DSK...

## Indépendance totale

Invité de France Inter mardi, Riss a prévenu: s'il ne veut pas s'abîmer en route, Charlie doit continuer à se considérer comme le «*petit journal d'avant*», sans se préoccuper d'avoir à satisfaire son nouveau public, ni se penser comme un porte-parole représentant autre chose que lui-même. «*L'argent ne fait pas le talent*», a-t-il opportunément rappelé.

Exclusif

**Aufeminin mise sur la diversification**

Le groupe Internet multiplie les produits pour développer ses activités avec plusieurs beaux succès à son actif, notamment dans le mobile. L'application Marmiton pour smartphones et tablettes a ainsi été téléchargée 11 millions de fois depuis son lancement en 2009. La diversification dans le print est aussi très importante pour le groupe qui s'est lancé dans l'activité d'éditeur et a déjà vendu 500.000 livres. Il écoule par ailleurs son magazine *Marmiton* à 126.000 exemplaires et n'exclut pas de poursuivre l'aventure dans la presse en lançant d'autres titres sur des secteurs de niche, comme la grossesse.

Sur le vif

**Au Japon, les invalides s'appuient sur Robear**

Sa douceur et sa force apparentes inspirent confiance. C'est pour cela que les chercheurs du laboratoire japonais Riken ont donné une forme d'ours à ce robot capable de soulever et mouvoir des patients invalides. Baptisé **Robear**, il est équipé de capteurs sensoriels lui permettant d'ajuster sa force et la précision de ses mouvements. Une façon d'alléger la tâche des soignants dans un pays marqué par un fort vieillissement de la population. Les pouvoirs publics japonais fondent de grands espoirs sur la robotique pour accompagner les personnes très âgées.



« Il n'est pas question de toucher à la pépite Fip », affirme **Mathieu Gallet**, le PDG de Radio France, dans *Le Figaro*, alors que des rumeurs de fermeture de la station dans le cadre du plan d'économies de la radio publique inquiètent les auditeurs depuis plusieurs semaines.



Point de vue

**Karl Rigal**

Responsable éditorial de Monster.fr

**Les clés de l'embauche sur les réseaux sociaux**

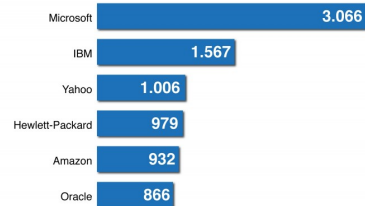
Twitter organisait aujourd'hui sa première journée européenne de l'emploi. Un passage plus qu'utile pour qui veut se faire recruter.

« Les réseaux sociaux représentent une opportunité à la fois pour les recruteurs, qui peuvent valoriser leur marque employeur et repérer de futurs collaborateurs, et pour les candidats, qui mettent en valeur leur profil grâce à ces plateformes. Les *hashtags* (mot-clés) comme #VotreJob, utilisé aujourd'hui, ou #RecrutezMoi que nous avons lancé en 2013, permettent la rencontre entre recruteurs et candidats. Le propre de la plateforme Twitter est de permettre d'engager des conversations. Et aujourd'hui, à l'occasion de cette journée européenne de l'emploi sur Twitter, des dizaines de milliers de tweets ont été échangés. Un bon moyen pour les candidats de s'emparer de Twitter est de se créer un profil professionnel avec lequel on va parler de son métier et de ses compétences, relayer des informations et s'abonner aux comptes RH des entreprises qui nous intéressent. L'idée c'est d'être identifié par ses pairs comme un expert. Cela fait gagner beaucoup de temps lors de l'étape de sélection car le recruteur vous connaît déjà. Pour les entreprises, avoir un compte Twitter permet d'ouvrir un nouveau canal de recrutement à moindre coût. Elles pourront l'utiliser pour rechercher des profils adaptés, d'autant plus que certains types de candidats sont peu présents sur d'autres plateformes. L'intérêt des recruteurs pour les réseaux sociaux ne se dément pas: selon une étude de l'APEC, ils sont 22% à les utiliser régulièrement pour dénicher la perle rare. »

Recueilli par Clémence Boyer

**D'où viennent les employés de Google?**

Nombre d'employés de Google qui travaillaient précédemment pour...



Source : Quartz d'après des données de LinkedIn

Le temps où les géants de la Silicon Valley s'entendaient illégalement pour ne pas débaucher leurs salariés respectifs est révolu: un accord passé en janvier a mis fin aux poursuites les visant depuis le dépôt d'une plainte en 2011. Résultat: un environnement redevenu concurrentiel. Parmi les employés de Google, un bon nombre viennent ainsi de Microsoft selon des données de LinkedIn compilées par Quartz. Mais Google a aussi son lot de départs, surtout vers Facebook et Twitter.

En bref

**Google réinvestit son e-porte-monnaie**

Alors que son porte-monnaie électronique Wallet n'a pas décollé, Google se relance avec des technologies Softcard, groupement de trois opérateurs américains, dont il a racheté les droits. Il tente ainsi de reprendre la main face à Apple. L'accord prévoit aussi la préinstallation de Google Wallet sur tous les smartphones Android vendus par ces opérateurs.

**Aldebaran n'est plus (du tout) française**

Le japonais SoftBank est monté à 95% du capital d'Aldebaran Robotics, à l'origine

des robots humanoïdes NAO et Pepper, en rachetant les parts de son fondateur Bruno Maisonnier. Celui-ci quitte ses fonctions de PDG le 4 mars et sera remplacé par Fumihide Tomizawa, l'actuel président de la branche robotique de SoftBank.

**Archos mise sur l'éducation**

Le constructeur d'appareils électroniques Archos a lancé une nouvelle gamme, intitulée Education. Elle comprend 2 tablettes et 2 ordinateurs portables conçus pour un usage scolaire, dans le cadre du Grand projet numérique pour l'école.

# Booking, l'ennemi des hôteliers?

*Pas plus tard qu'hier, Accor a dénoncé l'abus de position dominante de Booking.com. Mais pourquoi ce monstre de la réservation en ligne fait-il autant peur aux hôteliers?*



Booking.com, représenté le 24 février par plusieurs dirigeants –Olivier Bissierier, Peter Verhoeven et Sophie Uny– se targue de «défendre les intérêts des consommateurs comme des hôteliers». (Rolle/Réa)

C'est dit: «Notre objectif est de défendre les intérêts des consommateurs comme des hôteliers», souligne Peter Verhoeven, directeur général Europe Moyen-Orient Afrique de Booking.com depuis juin 2014. Un avis qui ne fait pas l'unanimité.

Cet ancien d'Accor, dont il a été un des dirigeants pendant 7 ans, doit aujourd'hui affronter son ancien employeur: le leader européen de l'hôtellerie a saisi hier l'Autorité de la concurrence afin de dénoncer un abus de position dominante de la part de Booking.com.

## Une success story

En 1996, quand le Néerlandais Geert-Jan Bruinsma crée un site en ligne où les voyageurs peuvent réserver une chambre d'hôtel, il ignore qu'il vient de donner naissance à un futur monstre du voyage. Pendant 2 ans, ce visionnaire développe seul son idée avant de pouvoir engager

un salarié. A l'époque, il ne travaille qu'avec un unique partenaire, l'American Hotel d'Amsterdam...

## En 42 langues

Au fil des années, la startup s'est transformée en géant, surtout depuis que, à la suite de difficultés économiques, elle est rachetée en 2005 par l'américain Priceline (2,4 milliards de dollars de bénéfice net en 2014).

Booking.com y a gagné une dimension mondiale. Jusqu'à devenir aujourd'hui le leader mondial du secteur avec plus de 800.000 réservations en ligne chaque jour. On peut y louer une chambre d'hôtel, une villa, une maison d'hôtes, un emplacement de camping... soit 600.000 lieux –40 % de plus en un an– répartis sur 70.000 destinations. Grâce à 8.300 collaborateurs et 150 bureaux, le site, traduit en 42 langues, est accessible quasiment partout sur la planète.

## Une appli magique

Cette suprématie devrait encore s'accroître. Le consommateur, toujours plus pressé, privilégie désormais les réservations sur mobile. De quoi donner des idées à Booking.com qui, depuis un peu moins d'un an, réfléchit sur une application adaptée aux besoins de dernière minute.

C'est ainsi qu'est né Booking now, disponible dès maintenant. Son mérite: une grande facilité d'utilisation. «La réservation se fait en deux clics, rien de plus», explique Sophie Uny, chef de produit spécialiste des applications mobiles à Booking.com.

A partir du profil de l'utilisateur et ses préférences, l'application permet d'afficher des résultats personnalisés et instantanés en fonction des goûts et de la géolocalisation de l'utilisateur. Elle donne prix, services, commentaires de clients, itinéraire pour accéder à l'hôtel choisi. «En 2015, 78% des Français

disent prévoir d'utiliser leur smartphone pour réserver leur voyage, contre 38% en 2014», estime Peter Verhoeven.

Si Booking.com, qui a ouvert des bureaux en France en 2003, séduit les consommateurs jusqu'à s'être emparé de plus de 7% des réservations effectuées sur Internet, les hôteliers le voient plus comme un mal nécessaire.

## Pratiques abusives?

Le site a beau vanter son ancrage régional, son réseau croissant de partenaires (38.850 hébergements aujourd'hui, 17.000 il y a 2 ns), ses taux de commission (16,1% en moyenne) «parmi les plus bas du marché», de surcroît stables depuis 6 ans, les hôteliers sont loin d'être convaincus. Pour beaucoup, Booking.com est plus vu comme une menace.

L'Umih, un syndicat hôtelier, est parti en guerre depuis 2 ans contre, dit-il, des pratiques abusives qui violent le droit de la concurrence. En passant à l'offensive, Accor vient à sa rescousse. Pour le groupe hôtelier, l'enjeu est de taille au moment où il lance son plan digital de 225 millions d'euros sur 5 ans. «Accor est un grand partenaire», se contente de remarquer Peter Verhoeven. L'Autorité de la concurrence doit rendre son avis en mars.

Francine Rivaud

Exclusif

**Lavazza, futur propriétaire de Carte Noire?**

Carte Noire est à vendre. Le géant américain Mondelez, propriétaire de la marque, et son futur allié DE Master Blenders ont décidé de se séparer du leader français du café pour obtenir le feu vert de Bruxelles à leur union annoncée en mai 2014. Carte Noire vaudrait environ 1,2 milliard d'euros avec son usine de Lavérune, près de Montpellier, également mise en vente. Lavazza, qui s'était porté acquéreur de L'Or Espresso et Grand'Mère, est prioritaire sur Carte Noire. Mais l'italien devra dépenser deux fois plus que le prix négocié initialement pour l'Or et Grand'Mère s'il veut l'emporter.

Sur le vif

**Trop de labels tuent le Made in France!**

«Fabriqué en France», «Origine France Garantie», «Entreprise du patrimoine vivant»... Le Made in France est à la mode, et les entreprises y vont toutes de leur formule magique pour séduire les consommateurs. Afin d'y voir plus clair, la DGE (direction générale des entreprises) du ministère de l'Économie vient de mettre en ligne [2 guides sur le Fabriqué en France](#), qui détaillent les caractéristiques des principaux labels: un [pour les consommateurs](#) et... un [pour les producteurs](#)! Histoire de leur rappeler que le marquage d'origine «*bien que non obligatoire pour les produits non-alimentaires, n'en est pas moins encadré*». Et toc!



Point de vue

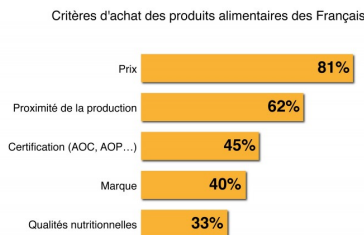
**Kira Mitrofanoff**  
Rédactrice en chef adjointe à «Challenges»

**L'entente des yaourtiers leur coûtera cher**

Sanctionnés par l'Autorité de la concurrence, les ententes entre géants de la grande consommation, sont l'ultime avatar de la loi Galland sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales.

**I**l y avait eu les lessiviers en 2011. Henkel, Procter & Gamble, Colgate-Palmolive condamnés par l'Autorité de la concurrence à payer une amende de 361 millions d'euros pour entente. Puis, l'an dernier, la sanction de 951 millions infligées aux géants de l'hygiène et de la beauté, L'Oréal en tête, en décembre. Voici maintenant des fabricants de yaourts, dont Senoble et Lactalis, soupçonnés de s'être concertés sur les prix pour la fabrication de marques de distributeurs (MDD), rapporte *Le Figaro*. A chaque fois, les méthodes sont les mêmes: au départ, rencontres secrètes, partage d'informations confidentielles, fixation commune des volumes; à l'arrivée, des prix plus chers de 4 à 6% pour le consommateur. Ces sanctions successives, qui frappent les multinationales de la grande consommation, n'ont rien de fortuit. Jusqu'en 2005, la loi Galland interdisait aux grandes surfaces de répercuter la totalité des ristournes dans les prix de vente aux consommateurs. Les enseignes percevaient des prestations commerciales, dite marges arrière, en échange de quoi leurs fournisseurs prospéraient sans crainte de la concurrence. Quand ce «bel» équilibre a été remis en question, certaines multinationales ont voulu préserver leur position en s'arrangeant entre elles. Des ententes au détriment du pouvoir d'achat des Français pour des montants qui se chiffrent en... milliards d'euros.

**Les Français préfèrent manger local**



Source : EasyPanel pour Biscoop. Etude réalisée sur un échantillon représentatif de 1.035 personnes.

Si le prix reste le 1<sup>er</sup> critère d'achat d'aliments, la proximité de la production est désormais un élément de choix décisif selon une étude Biocoop. A 91,7%, les Français privilégient les denrées produites en France, et 8 sur 10 font plus confiance à des marchandises provenant d'une zone couvrant 150 kilomètres autour de chez eux. Ce qui n'empêche pas la moitié de la population de consommer des fruits et légumes hors saison.

En bref

**Bricolage autorisé le dimanche**

Le Conseil d'Etat a validé l'ouverture des magasins de bricolage le dimanche. Il a «*rejeté les recours introduits par des organisations syndicales contre 2 décrets*» datant du 30 décembre 2013 et du 7 mars 2014. Le premier avait été suspendu par un juge des référés du Conseil d'Etat et le gouvernement en avait pris un nouveau pour le remplacer.

**Tabagisme en baisse**

Le pourcentage de fumeurs quotidiens est passé de 29,1% en 2010 à 28,2% l'an dernier, a indiqué la ministre de la Santé, Marisol Touraine, citant le baromètre

2014 de l'Inpes. Mais 17,8% des femmes enceintes continuent à fumer tout au long de leur grossesse, le taux le plus élevé d'Europe.

**Aer Lingus dans le rouge**

Cible d'une offre de rachat par IAG, la compagnie irlandaise Aer Lingus affiche une perte nette de 95,8 millions d'euros en 2014 en raison de charges exceptionnelles. Mais face à une hausse du nombre de passagers transportés de 1,5%, du chiffre d'affaires de 9,2%, à 1,6 milliard, et du bénéfice opérationnel de 17,8%, le directeur Christoph Mueller a salué une «*excellente performance*».



«*Les cimetières sont remplis de gens indispensables, mais en attendant je peux encore servir*», ironise **Karl Lagerfeld**, allongé sur «Le Divan» de Marc-Olivier Fogiel, émission diffusée ce soir sur France 3. Il aurait 80 ans mais, sur son âge, le couturier a toujours refusé de communiquer.

# DS devient une marque phare pour PSA

*Le groupe entend se développer sur le marché premium et investit fortement dans DS, bien plus rentable que Peugeot ou Citroën. Plusieurs nouveautés se préparent et l'usine de Poissy va produire un petit SUV.*



La DS 5 est la première de la marque à arborer son indépendance, avec un logo spécifique. Un petit SUV suivra en juin. (CITROËN)

**L**a marque DS est décidément choyée par Carlos Tavares. Le président de PSA Peugeot Citroën a annoncé lundi 23 février la production d'une future DS compacte premium à Poissy, en région parisienne. Il devrait s'agir d'un SUV dérivé de la DS3, porté par la toute nouvelle plate-forme flexible des petits véhicules du groupe EMP1. Un 4x4 citadin «*chic et mode*», pour contrer le très snob Mini Countryman par exemple. Un investissement industriel de plus 150 millions d'euros est prévu.

## Ancêtre et avant-garde

Cette annonce intervient une semaine après que la nouvelle marque indépendante du groupe (depuis juin 2014) a dévoilé sa première voiture portant en Europe le logo DS, et non plus les chevrons de Citroën à laquelle le label était jusqu'ici rattaché. En attendant le prochain petit SUV, c'est l'actuel coupé-break DS 5 qui inaugure la calandre grillagée aux deux lettres magiques. Premières livraisons en juin. Le changement

visuel sur les voitures s'accompagnera d'une campagne publicitaire de lancement de cette nouvelle marque, très valorisante comme nous avons pu le voir en la visionnant. Avec un slogan autour de l'avant-garde automobile. Histoire de capitaliser sur la DS 19, dont la firme va fêter les 60 ans cette année, même si rien dans les nouvelles DS n'évoque visuellement ou techniquement l'ancêtre.

## Distinction esthétique

Pour percer dans le premium, DS n'hésite pas à se forger une identité esthétique bling-bling, pour plaire en Chine et contrer les Audi, BMW, Mercedes, Mini, Lexus (Toyota). Il est vrai que, faute de moyens, les DS ne pourront se démarquer qu'esthétiquement des Peugeot et Citroën, les mécaniques étant les mêmes, économies d'échelle obligent. Carlos Tavares a promis dans son plan «*Back in the Race*» une gamme de produits à base de berlines et SUV. Six modèles en 3 ans seront lancés. On devrait notamment voir une limousine de haut de

gamme.

## Erreur chinoise

En 2017, les gammes DS devraient enfin converger entre la production européenne (en France) et chinoise (à Shenzhen). Car aujourd'hui, DS pâtit d'un écueil majeur: il manque de vraies nouveautés en Europe, les derniers modèles inédits étant réservés à la Chine. Le SUV DS6, Made in China, qui pourrait concurrencer les Audi Q5 ou BMW X3, n'a ainsi pas été conçu pour être vendu sur le Vieux continent! Une erreur imputable à l'ancienne direction de PSA et son ex-président Philippe Varin. C'est pour cela que, en plein boom en Chine, DS souffre en Europe. Le label a vendu 118.472 voitures l'an passé dans le monde (-3,4%). Et, sur la seule Europe, les volumes se sont effondrés de 19% à 86.044. Heureusement, «*DS est significativement rentable par unité vendue, plus que les marques généralistes*», martèle Carlos Tavares.

Alain-Gabriel Verdevoye

Exclusif

Une armée de banquiers d'affaires au chevet d'Areva

Les équipes de Credit Suisse, JP Morgan, Citi et Rothschild & Cie travaillent à la recapitalisation d'Areva ainsi qu'à une revue des actifs en vue d'en céder. Du côté de Bercy, l'Agence des participations de l'Etat s'est adjoint les conseils d'Erik Maris (Messier Maris). Le besoin de fonds propres de l'entreprise publique – qui brûle du cash en raison de son endettement – est évalué à au moins 3 milliards d'euros.

Sur le vif

Des éléphants entraînés à renifler les explosifs

Un éléphant dans un magasin de porcelaine, ça fait des dégâts. Mais sur un champ de mines pas de problèmes: un animal bien entraîné sait repérer les explosifs grâce à son odorat, comme le montre un projet sud-africain soutenu par le département américain de recherche militaire. Lors d'un test, un pachyderme de 17 ans a reniflé avec sa trompe une série de seaux. L'un contenait de la TNT, et à chaque fois, l'éléphant a levé une de ses pattes avant devant le bon contenant. Autre avantage – en plus d'un odorat particulièrement développé –, le pachyderme retient les informations et n'a pas besoin de sans cesse s'entraîner contrairement aux chiens. Avoir une mémoire d'éléphant n'est donc pas un abus de langage.



Point de vue  
**Romain Faroux**  
Cofondateur d'Airinov

Les drones, nouveaux experts agricoles

L'assureur Groupama et Airinov viennent de s'allier pour développer l'utilisation du drone en agriculture. Analyse des parcelles, repérages... la vie en est simplifiée.

«Les drones dans l'agriculture, c'est un peu plus complexe qu'un agriculteur qui achète un drone et va le faire voler au-dessus de sa parcelle. Aujourd'hui, nous fournissons des applications et des capteurs qui équipent une aile volante. Lors de son passage au-dessus de parcelles de colza ou de blé, on peut mesurer la vitalité des plantes et donc leur besoin en azote. Ce qui permet ensuite à l'agriculteur d'ajuster la dose qu'il va utiliser. Nous accompagnons aussi les opérateurs de drones, c'est-à-dire ceux qui effectuent réellement la mission, en nous occupant entièrement de la partie réglementaire et des liens avec les tours de contrôle. En tout, ce sont près de 10.000 hectares de terres agricoles que nous survolons par an. Essentiellement de colza et de blé. C'est aussi pour cela que Groupama est venu nous chercher, car nous sommes les seuls à avoir une taille critique permettant de tester des modèles. L'autre avantage, c'est que nous apportons à Groupama un œil expert supplémentaire dans l'analyse des terrains. Certes le drone ne peut pas tout voir, mais il peut accélérer et orienter le repérage des experts de l'assureur, lui permettant de réaliser d'importants gains de temps.»

Recueilli par Etienne Goetz

Voici le nouveau billet de 20 euros



Après les billets de 5 et 10 euros, Mario Draghi, président de la BCE, a présenté aujourd'hui la nouvelle coupure de 20 euros, troisième de la série «Europe». Ce nouveau billet bénéficie de signes de sécurité améliorés par rapport à la coupure actuelle. Pour familiariser les futurs usagers, la BCE a lancé un jeu en ligne accessible jusqu'au 31 mars, permettant d'en prévisualiser certains éléments de sécurité, comme la «fenêtre portrait» où apparaît le visage d'Europe. Mise en circulation à partir du 25 novembre 2015.

En bref

Vallourec serre la vis

Le fabricant de tubes sans soudure, qui a perdu 924 millions d'euros l'an dernier, lance un plan de restructuration qui prévoit la réduction de près de 1.400 emplois dans le monde. Vallourec anticipe une année 2015 «très difficile» en raison de la chute des cours du pétrole, et vise 350 millions d'euros de réduction des coûts sur les 2 prochaines années.

JP Morgan à la diète

La banque américaine envisage une réduction de coûts de près de 5 milliards de dollars d'ici 2017 et défend

mordicus son modèle de banque universelle de plus en plus dénoncé. L'établissement compte aussi imposer des frais de dépôt à certains clients institutionnels.

La Poste rame

Le bénéfice net du groupe La Poste a enregistré en 2014 une baisse de 17,7%, à 513 millions d'euros. Et ce malgré la bouffée d'oxygène du CICE: 352 millions d'euros sur l'année. Par ailleurs, la dette nette a encore augmenté, passant de 3,8 milliards en 2013 à 4 milliards en 2014.



«Presque tous les pays de l'OPEP sont dans une situation inconfortable», explique **Diezani Alison-Madueke**, présidente de l'organisation, au *Financial Times*. Elle a laissé entendre que si la chute des prix continuait, elle devra convoquer les membres du cartel pour une réunion extraordinaire.

# Collectivités et hôpitaux désintoxiqués d'urgence

*Le gouvernement double le fonds de soutien aux collectivités locales, à 3 milliards d'euros sur 15 ans, et accorde 300 millions sur 10 ans aux hôpitaux, empoisonnés par des emprunts toxiques.*



**Christian Eckert (Budget) et Marilyse Lebranchu (Décentralisation), le 24 février, regonflent le fonds de soutien aux collectivités locales, Marisol Touraine (Santé), celui des hôpitaux.**  
(RGA/REA)

**I**l y avait urgence. Le 24 février, les ministres Marylise Lebranchu, Christian Eckert et Marisol Touraine ont joué les pompiers pour éteindre le feu des prêts toxiques qui couvaient dans les collectivités locales et les hôpitaux. C'est à 10h30 ce matin que les premiers, avec leurs casques de ministre de la Décentralisation et de secrétaire d'Etat au Budget, recevaient les associations d'élus locaux. A la même heure, la troisième, ministre de la Santé, accueillait les représentants de la Fédération hospitalière de France (FHF).

## Que des heureux!

A la sortie, tout le monde était content. Les élus locaux ont obtenu le doublement du fonds destiné à aider les collectivités à se désengager du borbier des emprunts toxiques. Le gouvernement met sur la table 1,5 milliard d'euros de plus

sur 15 ans. Quant aux hôpitaux, ils décrochent 300 millions d'euros supplémentaires sur 10 ans, alors que l'Etat n'en avait débloqué jusqu'à présent que 100. «*Nous sommes soulagés*», a déclaré Claude Wallendorf, de l'Association des maires de France. «*C'est une victoire pour nous après des mois de mobilisation*», a renchéri Frédéric Valletoux, président de la FHF. Pour les 2, la

participation financière des banques – à 50% pour le fonds des collectivités et à 100% pour le fonds des hôpitaux – est un motif supplémentaire de satisfaction.

## Calamiteux franc suisse

Il faut dire que depuis la décision du 15 janvier de la Banque nationale suisse de laisser s'envoler son franc par rapport à l'euro, le coût de certains prêts toxiques indexés sur cette parité a

explosé. Dans une note confidentielle, le ministère des Finances évaluait à 150 le nombre de collectivités en situation très critique et à 10 points la hausse moyenne des taux d'intérêt subie. Pour des dizaines de collectivités en France, cela représenterait un surcoût de quelque 5% de leur budget de fonctionnement! Et, en cas de stabilisation du franc suisse autour d'1 euro, le montant des indemnités de remboursement anticipé bondirait de 1,5 à 2 milliards d'euros, soit près d'un tiers de l'ensemble des indemnités de remboursement associé aux emprunts toxiques des collectivités.

## Bombe désamorcée

Face à cet alourdissement de la facture, le gouvernement avait une peur bleue que les élus locaux et les patrons d'hôpitaux attaquent en justice la Société de financement local (Sfil), qui a repris les anciens prêts de Dexia et est détenue à 75% par l'Etat.

Le conseil général de Seine-Saint-Denis avait montré la voie en février 2013 avec une première victoire judiciaire et le risque financier global était estimé à quelque 17 milliards... Pour bénéficier des aides, les collectivités devront d'ailleurs renoncer à tout recours contentieux. La bombe à retardement des prêts toxiques est désamorcée. Provisoirement...

Laurent Fargues





Exclusif

Touraine détaille la liste de ses économies hospitalières

La ministre de la Santé Marisol Touraine a détaillé devant quelques hauts fonctionnaires, fin janvier, les 3 milliards d'euros d'économies prévues dans les hôpitaux d'ici à 2017: 400 millions en chirurgie ambulatoire; 1,2 milliard grâce à une meilleure gestion des achats; 450 millions avec les mutualisations entre hôpitaux; 350 millions en diminuant les médicaments coûteux; enfin une «meilleure orientation des patients» fera gagner 600 millions. Au total, les économies de dépenses de personnel liées à ces réorganisations s'élèvent à 860 millions d'euros, soit la suppression d'environ 22.000 postes (2% des effectifs).

Sur le vif

Hollande et ses dames se mettent au service du climat

Le Chef de l'Etat, fraîchement converti à l'écologie, s'envole jeudi pour les Philippines pour un voyage de 48 heures en compagnie de 2 guest stars, Mélanie Laurent et Marion Cotillard. Cette dernière va lancer l'«appel de Manille» depuis le palais présidentiel philippin. Le message du discours: solliciter la mobilisation de tous en vue de la grande conférence sur le climat à Paris en décembre prochain. Le président français prépare donc le terrain, lui qui veut arracher un accord historique sur la baisse de la consommation de CO2.



Point de vue

**Henrik Uterwedde**

Directeur adjoint du Deutsch-Französisches Institut

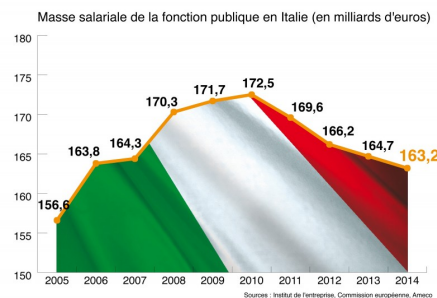
Exemplaire Allemagne où les salaires augmentent!

Syndicat et patronat ont décidé d'une hausse des salaires de la métallurgie dans le Bade-Wurtemberg. Le signal d'un rééquilibrage de l'économie en faveur de la demande intérieure.

«L'augmentation des salaires allemands dans la branche métallurgie (automobile, électronique...) en Bade-Wurtemberg est à inscrire dans un cadre plus large. Il s'agit en effet d'un rééquilibrage du modèle de la croissance allemande vers une accroissement de la demande intérieure. Cela a débuté avec la formation de la grande coalition issue des élections de 2013. Des mesures sociales ont été votées dans la foulée comme la revalorisation des petites retraites ou l'instauration d'un salaire minimum. L'accord conclu entre l'IG Metall et le patronat va donc contribuer à améliorer le pouvoir d'achat des salariés en profitant à 3,7 millions de personnes. Les autres régions devraient suivre. Et cela devrait entraîner les syndicats des autres branches, comme celle de la chimie et des services, à négocier des augmentations. Il faut bien voir que pendant les années 2000, suite aux lois Hartz, les employés subi bon gré mal gré la modération salariale. Comme aujourd'hui l'économie va bien mieux, il est normal d'accroître le pouvoir d'achat. D'autant que la compétitivité des entreprises dans cette branche est qualitative. Elle peut donc supporter cette hausse qui sera en partie compensée par la baisse de l'euro. Ce phénomène va d'ailleurs profiter à plein à l'industrie allemande. Au final, le patronat préfère aujourd'hui faire des concessions pour pouvoir se concentrer sur sa stratégie à l'exportation.»

Propos recueilli par Florian Fayolle

L'Italie allège sa fonction publique



Alors que François Hollande reçoit aujourd'hui le président du Conseil italien Matteo Renzi, l'ancien président de BNP Paribas Michel Pébereau présentait un rapport positif sur les réformes en Italie. Réalisé par l'Institut de l'Entreprise, il vante notamment la réforme de l'Etat: le gel des rémunérations et le non remplacement d'une partie des fonctionnaires partant à la retraite ont fait fondre la masse salariale de la fonction publique de 5% depuis 2010.

En bref

La Grèce présente sa liste de réformes...

La nouvelle liste d'engagements transmise mardi à Bruxelles par Athènes adoucit le ton sur les privatisations et le salaire minimum et comporte beaucoup de mesures de renforcement de l'efficacité fiscale et des structures de l'Etat. Le document insiste à plusieurs reprises sur «la concertation avec les institutions» européennes.

...qui suscite des réactions politiques

Christine Lagarde, directrice générale du FMI, a admis que la liste des réformes promises par Athènes est «suffisamment

complète pour constituer un point de départ valable pour une finalisation réussie du programme». De son côté, François Hollande salue un «bon compromis».

...et provoque l'ire du doyen de la gauche grecque

Le député européen Manolis Glezos, 92 ans, figure de la gauche grecque, s'est fendu dimanche d'une critique virulente à l'égard de gouvernement d'Alexis Tsipras. «Je m'excuse auprès du peuple grec d'avoir participé à cette illusion», écrit le doyen du Parlement européen.



«Avec ces prévisions -2,4% de croissance en 2015, contre 2% attendus-, nous sommes clairement en condition de créer plus de 500.000 emplois en 2015», a fièrement annoncé mardi le chef du gouvernement espagnol, **Mariano Rajoy**. Le pays se débat toujours avec 23,7% de chômage.

Et cette semaine, n'oubliez pas *Challenges*, l'hebdo

CHALLENGES

Que dit l'économie cette semaine ?

# Challenges

www.challenges.fr

FRANCE :  
CROISSANCE  
DU PIB

Année	Croissance du PIB (%)
2010	2%
2011	2,1%
2012	0,3%
2013	0,3%
2014	0,4%

## CROISSANCE

### Le grand débat

avec Patrick Artus et Daniel Cohen p.40

N°421 DU 18 AU 25 FÉVRIER 2015 - 3,60 €

### LE DRIAN SUPER VRP DU RAFALE p.18